



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 342

Texte de la question

FERMETURES D'USINES

M. le président. La parole est à M. Jean-Yves Le Déaut, pour le groupe socialiste.

M. Jean-Yves Le Déaut. Monsieur le Premier ministre, une nouvelle fois la Lorraine est meurtrie après le dramatique incendie qui vient de réduire en fumée tous les stocks et une partie de l'usine Daewoo-Orion, à Longwy. Au même moment, le groupe Arcelor qui, il y a moins de neuf mois, était encore dirigé par Francis Mer, votre ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, annonce cyniquement qu'une grande partie de la sidérurgie lorraine, aujourd'hui bénéficiaire, va être rayée de la carte.

M. Christian Bataille. C'est scandaleux !

M. Jean-Yves Le Déaut. Comme Metaleurop dans le Pas-de-Calais, ces usines ont été filialisées et les sociétés mères refusent de recapitaliser, les vidant de leur substance et laissant des centaines d'employés dans la détresse - 550 dans le cas de Daewoo - et le paiement du plan social à la charge du contribuable. Rappelons que l'Etat et les collectivités ont déjà dépensé 7 millions d'euros pour l'installation de Daewoo-Orion !

M. Jean-Paul Anciaux. C'est vous qui l'avez voulu !

M. Jean-Yves Le Déaut. Dans le modèle libéral que vous défendez, le salarié trinque, l'actionnaire règne ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)* Comment pouvons-nous croire à votre sincérité, monsieur le Premier ministre, quand vous déclarez que des entreprises méprisent les territoires alors que, dans le même temps, vous laissez rayer la Lorraine et le Nord-Pas-de-Calais de la carte industrielle ? *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.)* Comment pouvons-nous vous faire confiance lorsque vous dites que, quand une usine brûle, on doit savoir pourquoi, alors que le site de Longwy n'était plus sécurisé et que les biens de l'usine Daewoo-Orion n'étaient plus assurés ?

M. Richard Mallié. La question !

M. Jean-Yves Le Déaut. Etes-vous prêt à engager des poursuites contre le groupe coréen pour son irresponsabilité, le mépris de ses dirigeants envers les employés et les manquements à ses obligations ? Rappelez-vous que c'est à ce groupe qu'Alain Juppé voulait céder, pour un franc symbolique, le groupe Thomson Multimédia *(Huées sur plusieurs bancs du groupe socialiste)* aujourd'hui en bonne santé ! Pouvez-vous nous dire précisément quelles aides au reclassement seront accordées aux salariés ? Bénéficieront-ils d'un plan social au-delà du minimum conventionnel ? Quels moyens accorderez-vous au département et à la région Lorraine pour réindustrialiser le Pays-Haut ? Jusqu'à quand les salariés seront-ils payés ? Il ne suffit pas, pour gouverner, d'exceller dans la communication et l'incantation. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.)*

M. Michel Françaix. Très bien !

M. Jean-Yves Le Déaut. Dans nos régions, les suppressions d'emplois industriels ne seront pas compensées par des créations d'emplois dans les services. Les jeunes partent, les populations vieillissent.

M. le président. Monsieur le Déaut, je vais devoir vous interrompre, comme j'ai interrompu Mme la ministre déléguée à l'industrie !

M. Jean-Yves Le Déaut. Il y a des voyous des mers ; il y a aussi des voyous du capitalisme. Quand les empêcherez-vous de nuire ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée à l'industrie. *(Huées sur les bancs du groupe socialiste.)*

Mme Nicole Fontaine, ministre déléguée à l'industrie. Monsieur le député, s'agissant de Daewoo, notre gouvernement a agi dès sa prise de fonctions. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)* Nous nous sommes penchés sur des difficultés qui - excusez-moi de vous le rappeler, car c'est cruel ! - existaient depuis trois ans *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)*, dont le gouvernement socialiste avait été dûment averti et devant lesquelles il est resté inerte ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Jean-Yves Le Déaut. C'est faux !

Mme la ministre déléguée à l'industrie. François Fillon et moi-même sommes intervenus auprès de nos homologues coréens pour que les plans sociaux des deux premiers sites de Daewoo s'effectuent dans les conditions le moins mauvaises possible, et nous avons obtenu ce résultat.

Mme Martine David. Evidemment !

Mme la ministre déléguée à l'industrie. S'agissant du site d'Orion, j'ai reçu hier les partenaires sociaux de Daewoo. Nous avons envisagé, dans un climat constructif, l'avenir des salariés...

M. Richard Mallié. Eh oui !

Mme la ministre déléguée à l'industrie. ... - reclassement, congés de conversion, formation - et, bien évidemment, l'avenir industriel de la Lorraine et la revitalisation du bassin de Longwy. Le Gouvernement a décidé que, dans cette région sinistrée, les acteurs économiques de terrain mettraient leurs moyens en synergie avec ceux de l'Etat pour bâtir une stratégie industrielle *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)*...

M. Manuel Valls. C'est insupportable !

Mme la ministre déléguée à l'industrie. ... et une stratégie de reconversion. Voilà, messieurs ! Nous, nous agissons ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. Jean-Yves Le Déaut. Ce n'est pas une réponse !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Yves Le Déaut](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (6^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 342

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 janvier 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 janvier 2003